

pulaires et républicains de St Denis.

Qu'on ne prenne pas surtout pour de l'indifférence ce qui n'est que calme discipliné. Qu'on ne croie pas indifférent ce peuple de St Denis, parce que, par pure discipline, le 19 octobre dernier à 21 h. environ, il est rentré chez lui sans un mot, sans un cri, sans manifester sa colère. En effet il en fut ainsi ce jour là parce que ses leaders aimés le lui avaient demandé avec insistance, sur l'intervention personnelle de M. le Préfet Demange.

Qu'on ne croie pas indifférent ce peuple de St Denis parce que depuis le 19 octobre il garde une absolue maîtrise de soi. En effet il en fut ainsi sur la ferme conseil de ses leaders, (conseil réitéré dans les meetings et dans ce journal) d'avoir confiance en la justice seraine et d'attendre qu'elle puisse se manifester.

Mais si le peuple sentait qu'il a eu tort de faire preuve de tant de patience, s'il sentait que sa bonne foi et celle de ses leaders ont été surprises, s'il voyait diminuer sa confiance en l'assimilation, en ce changement heureux célébré officiellement — alors le peuple de St-Denis appuyé par tous les travailleurs du département ne parviendrait certainement plus à se maîtriser comme ils l'ont fait jusqu'ici.

Qu'on ne s'y trompe pas.

En tout cas les travailleurs de St-Denis sont inquiets en ce moment parce qu'ils se demandent si dans certaines coulisses il ne se trame pas une fois de plus certaine combines, dont ils seront une fois de plus les victimes.

Cette inquiétude s'est manifestée par la foule qui s'est portée au Palais de Justice vendredi 30, et qui s'y portera encore le jour où le conseil de Préfecture rendra son jugement.

## UN CATACLYSME

Le Cyclone  
du 26 Janvier.

De mémoire d'homme, la Réunion n'a jamais essuyé un cyclone de cette violence. Le précédent, celui de 1945 est dépassé de beaucoup. Les dégâts matériels sont immenses.

On a même à déplorer de nombreuses victimes : plus de cent morts dans l'île. Des dizaines de milliers de sans abri.

A St-Denis un garçonnet fut emporté par la Rivière St-Denis, l'improbable qu'il habitait ayant été happé par l'eau. A Ste-Clotilde notre camarade Rosamel vit sa maison envahie par les vagues d'une mer en furie et transportée en morceaux loin de ses assises ; sa jeune fille périt noyée, lui même est très fatigué.

Détail significatif, notre pylone de T S F, haut de 75 m qui avait résisté imperturbablement aux violents cyclones de 1944 et de 1945, n'est plus, tordu sur le sol qu'un amas de ferraille.

A St-Denis toutes les petites maisons (construites comme on peut) qui dans les quartiers excentriques, abritent la grande masse des travailleurs, toutes elles ont été endommagées par l'ouragan, quand elles n'ont pas été irrémédiablement détruites.

Dans les quartiers plus centraux de la ville, les travailleurs, locataires de « chambres » dans des « cours » ne sont guère plus favorisés ; partout des toitures endommagées ou complètement détruites, partout de pauvres gens et des enfants tremblés jusqu'aux os, l'estomac vide.

Quant aux édifices publics et aux maisons bourgeoises ils sont pour la plupart bien endommagés.

Aussi la misère la plus profonde,

la plus poignante, vous guette en ville à chaque pas.

Et ce qui existe à St-Denis doit exister forcément dans d'autres communes, dont nous n'avons guère de nouvelles au moment où nous écrivons ces lignes. Au Port, à St-Paul, St-Lou, Tampon également les dégâts sont considérables



L'importance des désastres réclame des mesures appropriées, c'est à dire exceptionnelles, pour venir au secours des sinistrés et soulager le plus tôt possible le plus de misères possibles.

Le Parti Communiste a pris immédiatement ses responsabilités.

Dès les premières heures de la matinée le 27 janvier une délégation composée de Mario Hoarau, Secrétaire fédéral du P. C. F., Vidot, Président du Conseil général, Richard, Mme Hoarau et Collet, conseillers généraux et notre camarade Lapierre, conseiller Municipal de St-Denis, se rendit à la Préfecture et déposa entre les mains de M. le Préfet la lettre suivante.

St-Denis, le 27 Janvier 1948

Mario Hoarau, Secrétaire fédéral du P C F et du groupe Communiste au

Conseil Général

à Monsieur le Préfet de la Réunion.

Monsieur le Préfet,

le cyclone qui a sévi sur notre île, dans la nuit du 26 au 27 Janvier 1948, a causé de très graves dégâts. Des morts et des blessés, des maisons démolies, des récoltes détruites etc ... montrent l'ampleur du désastre qui nous atteint.

Désireux de voir apporter une aide immédiate et efficace aux sinistrés de cette nuit, voici les mesures que nous souhaiterions vous voir appliquer d'extrême urgence.

1° Assurer la nourriture gratuite à tous les sinistrés (soupe populaire distribution de vivres etc...) ; en attendant la régularisation de la situation organiser de nouvelles distributions de tickets aux familles qui les ont perdus pendant le cyclone.

2° Assurer le logement à tous ceux qui ont en leurs maisons détruites ou sinistrées par l'utilisation des bâtiments administratifs et communaux, et s'il le faut, par la réquisition des maisons vides ou insuffisamment occupées. Sauvegarder de la destruction totale les meubles restant aux sinistrés en les faisant mettre à l'abri.

3° Versement immédiat de secours aux familles les plus pauvres et les plus atteintes (familles des morts, blessés, familles dont les maisons sont détruites etc...)

4° Donner des soins gratuits à tous les blessés.

5° Faire immédiatement, commune par commune, le recensement des sinistrés et l'estimation des pertes. Ce recensement et cette estimation devraient, à notre avis, être effectués par une commission communale formée avec des agents de l'Administration et des représentants des sinistrés eux-mêmes.

6° Demander au gouvernement une subvention très importante (100 millions au moins) comme premiers secours.

7° Prendre toutes mesures utiles pour éviter que la destruction de nos récoltes par le cyclone ne s'accroisse encore d'une plus grave famine et réclamer, d'urgence, par priorité, l'attribution de stocks de vivres à la Réunion.

8° Faire rétablir d'urgence toutes les communications dans l'île afin de pouvoir apporter des secours aux localités sinistrées.

Ce sont là des mesures justes et humaines que nous nous permettons de vous signaler.

Nous pensons qu'elles seront prises en considération dans l'intérêt de tous nos sinistrés.

Dans l'attente d'une réponse, recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de nos sentiments républicains.

Signé : Mario HOARAU

Lé Préfet après en avoir pris connaissance déclara qu'il l'étudierait

au plus tôt et donna rendez-vous à la délégation pour l'après midi à 17 h. 30.

Au cours de cette seconde audience de la journée, le Préfet rendit un à un les points principaux de notre requête et fit connaître à la délégation son accord et les mesures qu'il avait déjà prises.

Le même jour dès les premières heures de la matinée une délégation de l'Union des Femmes Françaises composée de Mmes Amelin, Dalleau, Patis Rosanne, Baillon Jeanne et Baillon Marguerite se rendit auprès du Maire de Saint-Denis et lui signalait la nécessité urgente de faire ouvrir des centres d'accueil pour les sinistrés. C'est ainsi que l'école des « Bas de la Rivière », celle du Camp Ozoix, l'école Joinville, l'école du Butor accueillirent les pauvres sinistrés. Mme Amelin dut faire forcer par un inspecteur de police les portes de l'école de la Rivière dont on n'avait pas les clés.

Dans l'après midi cette délégation de l'U. F. F. se fit recevoir de nouveau par le maire et lui signala la nécessité urgente d'ajouter du sel, un peu de matière grasse et de quoi s'éclairer, aux pommes de terre et de maïs dont les centres d'accueil avaient été munis.

Dans la matinée le groupe Communiste au Conseil Municipal de St-Denis fit tenir au maire de la Commune la lettre suivante :

St Denis le 27 Janvier 1948

Le groupe Communiste du Conseil Municipal de St-Denis à Monsieur le Maire de St-DENIS

Monsieur le Maire,

Devant la gravité des dégâts occasionnés dans St Denis par le cyclone de la nuit du 26 au 27 janvier le groupe Communiste au Conseil Municipal de St Denis, désireux d'apporter une aide immédiate et efficace aux sinistrés de la Ville, a l'honneur de vous soumettre un certain nombre de mesures qu'il souhaiterait vous voir appliquer d'extrême urgence —

1° Assurer la nourriture gratuite à tous les sinistrés de St-Denis (soupe populaire distribution de vivres etc) organisation de nouvelles distributions de tickets aux familles qui les ont perdus pendant le cyclone.

2° Assurer un logement à tous ceux qui ont en leurs maisons détruites ou sinistrées par l'utilisation des bâtiments communaux, ou s'il le faut, en demandant à Monsieur le Préfet la réquisition des maisons vides ou insuffisamment occupées. Sauvegarder de la destruction totale les meubles restant aux sinistrés en les faisant mettre à l'abri.

3° Versement de secours immédiats aux familles les plus pauvres et les plus atteintes (familles des morts, et blessés, familles dont les maisons sont détruites).

4° En accord avec les services de Monsieur le Préfet, faire immédiatement le recensement des sinistrés et l'estimation des pertes.

5° Soins gratuits aux blessés.

Le groupe Communiste au Conseil Municipal de St-Denis estime que ce sont là, les premières mesures à prendre pour soulager dans l'immédiat la détresse des sinistrés de St-Denis.

Il espère que sa demande sera prise en considération et vous prie d'agréer, Monsieur le maire, l'assurance de ses sentiments républicains.

P. le groupe Communiste  
Henri LAPIERRE

Dans le courant de l'après midi il lui fit tenir une seconde lettre dont voici la teneur :

St-Denis, le 27 Janvier 1948.

Le groupe Communiste au C. M de St-Denis

à Mr le Maire de St Denis,

M. le Maire,

Nous vous avons fait parvenir ce matin, une lettre dans laquelle nous vous soumettions quelques mesures à prendre d'urgence pour venir en aide, dans l'immédiat, aux victimes du cyclone de la nuit du 26 au 27 janvier.

Nous estimons, devant la gravité des dégâts occasionnés à St-Denis, qu'il est absolument nécessaire que le Conseil Municipal de notre ville se réunisse d'urgence, fasse le point de la situation et décide des mesures à prendre dans les jours à venir.

Nous pensons que notre demande de réunion extraordinaire au C.M de St Denis sera prise en considération et nous vous prions de croire Mr le Maire, à l'expression de nos sentiments républicains.

P. le groupe Communiste au C.M de St Denis

Henri LAPIERRE

Le même jour, dès le début de l'après midi, une délégation Communiste composée de nos camarades Odru, Mario Hoarau, Richard, Collet, Lapierre fit une tournée d'inspection dans les quartiers populaires recueillant les doléances de la population sinistrée et visitant les centres d'accueil qui commençaient à fonctionner dans des conditions lamentables. Ils y constatèrent l'absence totale de surveillance et s'étant rendus à 16 heures à la direction de la police ils obtinrent d'elle qu'elle y envoyât des agents pour surveiller la distribution du repas du soir.

Le 28 Janvier dans la matinée une délégation Communiste fut reçue à nouveau par le Préfet qui promit de prendre toutes mesures rendues nécessaires par ce que nous appelons la carence scandaleuse de la municipalité Chatel Olivier.

Le maire de St Denis ne répondant pas aux lettres que lui avait adressées le groupe municipal communiste une délégation composée de Mario Hoarau, Mme Amelin, Henri Lapierre, Rouffi, Bourdageau Collet demanda à être reçue par le maire. Environ 800 personnes, les femmes étant en majorité, accompagnèrent la délégation dans le calme le plus complet jusque devant l'Hotel de Ville.

Elle fut reçue d'abord par le maire, M. Chatel, qui n'était à courtage de rien, puis par M. Olivier qui perdant toute maîtrise de soi, selon son habitude, ajouta des les premiers contacts une attitude provocatrice qui mit rapidement fin à l'entretien, dans une atmosphère houleuse.

Toutefois la délégation eut le temps de protester contre le fait que le Conseil Municipal n'avait pas été réuni d'urgence et que les mesures de secours adoptées par la municipalité étaient tout à fait insuffisantes.

Se produisit à la fin de l'entretien, dans le bureau du maire, une intervention inattendue et tout à fait déplacée de M. Espitalier, directeur de la police, qui prit grossièrement à partie la délégation communiste.

Devant la carence de la municipalité la délégation, à la tête d'un long cortège, et s'étant fait accompagner du directeur de la police, se rendit à la Préfecture sous une pluie torrentielle.

Elle fut reçue aussitôt par M. le Préfet qui, renseigné sur les doléances de la délégation, prit, en accord avec elle, les mesures suivantes : institution de la carte de sinistré, ouverture de nouveaux centres d'accueil, un lycée et à la caserne notamment, distribution de riz, et devant la carence de la municipalité de St-Denis, institution d'un Comité de secours dont M. le Préfet sera le Président, auquel participeront nos camarades Lapierre Richard Collet, Rouffi, Givin, Hinglo, Mme Amelin et qui prendra en main toute l'aide à porter aux sinistrés de St-Denis.

Ces promesses substantielles et apaisantes furent aussitôt communiquées par un membre de la délégation à la foule misérable qui attendait dans les jardins de la Préfecture sous la pluie, et elle se retira dans le calme le plus absolu. La délégation communiste se retira peu après, le Préfet lui ayant promis en outre une distribution de secours alimentaire aux indigents, (à suivre)